

DERNIÈRES INSTRUCTIONS PORTANT AMÉLIORATION DU SERVICE PUBLIC

Les services d'état civil à la «traîne»

Alors que dans une toute petite commune de Haute-Kabylie, ils sont cinq à avoir la faculté de parapher des documents de l'état civil, un seul seulement assume cette charge au niveau des grandes communes du pays dont, notamment, celles de la capitale et des autres grandes villes.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - A Aït-Boumehdi, cette petite municipalité lovée au pied du majestueux Djurdjura, à l'extrême sud de la wilaya de Tizi-ouzou, ce n'est pourtant pas le grand rush en matière de demandes des divers documents de l'état civil à telle enseigne, d'ailleurs, que les préposés aux guichets s'ennuient à mourir, le plus souvent dans l'après-midi faute de «clients».

Car ici, comme partout ailleurs dans le monde rural, les gens consacrent la matinée pour se faire délivrer leurs pièces de l'état civil.

Et cela n'a pas pour autant empêché le maire de la commune, qui en est à son second mandat de suite, à instaurer sa «vision» une fois chargé par la population locale, il y a six ans, de la gestion des

affaires de la collectivité. Ceci en donnant délégation de signature à quatre fonctionnaires de la commune en plus du chef de service de l'état civil. Comme quoi, ce jeune universitaire n'a pas attendu les dernières instructions portant amélioration du service public. Quoique, il est vrai, que la notion de service public ne se limite pas à cet aspect qui n'en représente qu'un tout petit échantillon.

Mais pourquoi, donc, ils sont rares les maires qui agissent comme celui de cette commune isolée ? Surtout que l'initiative est dans les pleines prérogatives des élus locaux pour peu, comme le soulignera le concerné, que ledit fonctionnaire auquel est donnée la délégation de signature soit titulaire dans son poste. Motus et bouche

cousue chez nombre de fonctionnaires approchés, hier, lors d'une tournée effectuée dans trois communes d'Alger. Et dans les trois sites, le même décor ou presque s'offre avec des espaces où il est difficile de se frayer un chemin, notamment au service de l'état civil de la commune de Hussein-Dey.

Une fois les documents sollicités remis par le préposé au guichet au client non sans une attente éreintante, ce dernier est orienté vers le «parapheur», le chargé à la légalisation des pièces.

A ce niveau, l'attente est moins pesante, il est vrai mais plus d'un citoyen trouve cette seconde «queue» inutile, le préposé à sa délivrance pouvant bien légaliser les documents pour peu qu'il ait la qualité pour ce faire. Le tout dans une «fourmilière» où il est laborieux de se faire entendre.

Dans la commune voisine de Mohamed-Belouizdad, la tension est beaucoup moindre, la proximité de l'heure des braves (mi-journée)

étant pour quelque chose, soutient un habitué des lieux. Mais la délivrance des documents obéit à la même «logique» avec un seul agent chargé de leur donner le cachet légal. Tout comme c'est le cas dans l'autre commune limitrophe, celle de Sidi-M'hamed où le service de l'état civil ne chôme presque pas tout au long de la journée, nous dit-on sur place.

Ici, la tension est beaucoup plus «significative» concernant le fameux extrait de naissance numéro 12 auquel plusieurs guichets sont «dédiés». «Fort heureusement que le système est informatisé et même ainsi, c'est la galère», témoigne une jeune, affairée à mettre de l'ordre dans sa consistante paperasse pour les besoins d'un dossier de recrutement.

Et c'est le même rituel pour les citoyens avec la double chaîne qui leur est imposée par-devant d'abord le «délivreur» du document ensuite son «légalisateur».

Mais pour les plus «imprégnés»

de la chose, il est préférable d'aller dans l'une des nombreuses annexes des quartiers populaires. Des structures dont l'ambiance sereine ressemble quelque peu à celle de cette petite commune de montagne, comme nous avons eu à le vérifier au sein de l'annexe Mustapha-Khalef de la commune d'El-Biar. Mais cela présente l'inconvénient d'y aller et d'en revenir avec les insupportables bouchons sur les routes.

Et pas que cela, comme ont tenu à le signaler des citoyens, ces erreurs dans la transcription dans les documents de l'état civil, le personnel affecté à ce service comprend également les jeunes du pré-emploi, voire même du filet social.

Comme quoi, la réforme du service public est loin de se limiter à des instructions d'«en haut», relevant d'abord et surtout d'une conviction et d'une option loin d'être liée à une quelconque conjoncture.

M. K.

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION FINANCES DE L'APN À LA CHAÎNE III :

«L'administration fiscale doit prendre ses responsabilités»

La révision du barème de l'impôt sur le revenu global (IRG), le président de la Commission finances et budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) y est favorable, mettant néanmoins l'administration fiscale sur la sellette, en l'appelant à «prendre ses responsabilités».

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Invité de la rédaction de la Chaîne III de la radio nationale, à l'occasion de la présentation du projet de loi de finances pour 2014, Mahi Khelil a plaidé hier pour la révision de ce barème, fixé actuellement à 30% maximum. Il s'agit d'«élargir» la première tranche, en passant de 120 000 dinars à un niveau de 200 000 dinars, indique-t-il. De fait, le président de la Commission finances n'a cessé, lors de son intervention radiophonique, de focaliser sur le rôle de l'administration fiscale qui doit «élargir l'assiette de l'impôt», prône-t-il.

Ainsi, certaines activités commerciales bénéficient d'avantages et d'exonérations ou sont astreintes à certaines taxes mais «échappent à l'impôt de par leurs activités souterraines», dira M. Khelil qui indique, par ailleurs, que des dispositions relatives à la retraite des patriotes et des rappelés sont à l'examen. Comme il s'agira pour l'administration fiscale de «prendre ses responsabilités», «prendre les mesures nécessaires pour cerner toutes les dépenses ostentatoires, qui crèvent l'œil», assure ce parlementaire. Cela

même si le dispositif de contrôle des fortunes «existe», assure-t-il. «Il y a toute une panoplie de mesures pour encadrer : la vérification approfondie de la situation d'ensemble d'un citoyen, et indépendamment, les vérifications ponctuelles (...)», précise Mahi Khelil. Il s'est toutefois montré assez rétif à suspecter une quelconque défaillance de ladite administration. «Je ne dirai pas qu'elle est défaillante. Peut-être qu'elle a d'autres prérogatives. Je n'en sais rien», déclare le président de la Commission finances. Or, cette dernière a rejeté, encore une fois, l'introduction d'un impôt sur la fortune, dans la mesure où un impôt sur le patrimoine existe déjà même si son recouvrement demeure dérisoire, seulement 0,02% des recouvrements en 2011.

A ce propos, l'invité de la Chaîne III, qui a reconnu que «la déclaration sur le patrimoine, souvent, n'a pas été faite», a expliqué que l'imposition patrimoniale «englobe toutes les dépenses ostentatoires : tous biens immobiliers bâtis et non bâtis, les droits réels, les véhicules de cylindrée supérieure à 2000 m³, les yachts, les chevaux de course (...)», à l'exclusion des bijoux qui sont transmis par voie d'héritage».

Mais il estime qu'il faut «accentuer le contrôle de cet impôt, en vue d'obtenir une meilleure base imposable et un recouvrement meilleur». De même, le président de la Commission finances a appelé à «encadrer» les entreprises, concernant la circulation monétaire «à l'intérieur et à l'extérieur», prônant un «contrôle à tous les niveaux, que ce

soit par l'administration fiscale ou par les autres institutions de contrôle (douanes, Inspection générale des finances...) afin d'éviter le blanchiment d'argent».

17 amendements rejetés

Auparavant, Mahi Khelil avait indiqué que sur 60 propositions de parlementaires relatives au projet de loi de finances pour 2014, 27 amendements avaient été soumis à la commission. Sur ces 27 amendements, la commission en a «élargi» 6 et proposé 4 nouveaux, précise-t-il, indiquant que le reste a été rejeté «car ne répondant pas aux dispositions légales», les auteurs des amendements ayant porté sur des augmentations budgétaires supplémentaires sans aucune contrepartie en termes de ressources financières.

Abordant la philosophie de ce texte aux mesures destinées, selon lui, à «encourager la production nationale», à travers les différentes exonérations et encouragements fiscaux et bancaires concédés, à «donner une nouvelle impulsion à l'économie nationale», Mahi Khelil a plaidé la nécessité de «canaliser» les importations, d'en réduire la facture qui atteint déjà les 56 milliards de dollars dont 13 milliards de dollars de biens alimentaires, 11 de biens intermédiaires, 19 en biens d'équipement et 11 en biens de consommation non alimentaire.

Appel à «canaliser» les importations

Ainsi, la commission a introduit un amendement au texte en vigueur et prévoyant de

«n'importer que par crédit documentaire ou remise documentaire», précise le parlementaire, constatant toutefois que le Credoc a «engendré des frais supplémentaires assez contraignants» pour les opérateurs par rapport à l'exportation de devises via des banques étrangères domiciliataires des fournisseurs étrangers. «Il faut importer utile.

Eviter les importations de bazar», plaide le président de la Commission finances qui estime qu'«il y a du superflu» dans les importations. Voire, Mahi Khelil critique la logique dépensière actuelle. «Oui, actuellement, on dépense sans compter», déclare-t-il.

La dévaluation du dinar est «intéressante»

En ce sens, il a estimé, à titre d'avis personnel, que «la dévaluation, la dépréciation, le glissement du dinar» permettra de «réduire cette facture (d'importations)», de pousser les importateurs à «réfléchir mieux pour importer mieux».

La promotion de la production nationale constituant la finalité de la LF 2014, le président de la Commission finances a estimé que «tous les opérateurs, qu'ils soient économiques ou financiers, doivent investir dans le développement de la production nationale». Et dans la mesure où il y a une production nationale «assez élevée», Mahi Khelil considère que «la dévaluation du dinar est intéressante» et les «étrangers viendront sur le marché algérien», selon lui.

C. B.

CONDOLÉANCES

Très peiné d'apprendre le décès de la **mère** de Boualem Tiab, Ramdane Batouche lui présente, en son nom personnel et au nom des cadres et de tout le personnel de Général Emballage SPA, ses condoléances les plus attristées et assure la famille Tiab de tout son soutien, en cette douloureuse épreuve.  
Nous prions Dieu d'accueillir la défunte en Son Vaste Paradis.

HOMMAGE

Les moudjahidate, les moudjahidine et les amies(s) du professeur en médecine Jeanine Nadja Belkhodja, se retrouveront au cimetière de Sidi M'hamed (Belcourt) le vendredi 15 novembre 2013 à 10 heures pour rendre un vibrant hommage à la moudjahida et grande militante de la cause nationale.